



Précisions sur les réserves émises sur le diagnostic agro-écologique du ministère

Si quelques éléments intéressants se rapportent à des enjeux forts en agriculture (autonomie des fermes, biodiversité...) nous regrettons de ne pas retrouver dans ce diagnostic une approche systémique. Bien sûr, les différents aspects de l'agro-écologie sont présents, encore que bien faiblement pour l'aspect social, mais ils sont simplement juxtaposés et ne permettent aucunement la réflexion sur l'aspect fondamental de l'agro-écologie qu'est l'approche systémique à l'échelle de la ferme et du territoire. Il n'y a ainsi pas de prise en compte de l'environnement naturel et social de la ferme. Or, une ferme qui ne questionne pas ses objectifs serait-elle engagée dans une démarche agro-écologique ? Doit-on produire pour exporter et mettre en concurrence les paysans du monde ? Produire de l'énergie sur des terres à vocation alimentaire est-ce agro-écologique ? Aucun de ces éléments n'est questionné dans le diagnostic, où nous ne retrouvons que des interrogations d'ordre technico-économique. Nous pensons que ce fait résulte de la définition imprécise, ambiguë et non partagée de l'agro-écologie.

Nous regrettons également le très faible développement du thème social dans ce diagnostic, et plus largement dans le projet agro-écologique pour la France. La transition agro-écologique élaborée par le ministère de l'Agriculture, ne porterait-elle pas un projet sur l'emploi agricole ou sur la création et développement du lien social en milieu rural ?

Citons notamment l'absence de critère concernant la taille des exploitations dans ce diagnostic. Or, nous savons que des fermes de taille humaine sont plus efficaces du point de vue environnemental, mais aussi social.

Au-delà de ces manques d'éléments systémiques, nous nous interrogeons sur les choix techniques implicites de ce diagnostic. Par exemple, au lieu de proposer de « choisir une génétique végétale et animale adaptée » le diagnostic pourrait questionner les choix en termes d'espèces sur l'exploitation, ou la capacité de l'agriculteur à sélectionner des variétés et des animaux adaptés au territoire, c'est-à-dire aux conditions pédoclimatiques dans lesquelles évolue la ferme. Ceci vaut notamment pour la question de l'irrigation liée aussi au choix d'un assolement pertinent avec la ressource locale disponible. Le diagnostic fait l'impasse sur des pratiques agronomiques innovantes et reconnues (associations de graminées et légumineuses sur une même culture) et biologiques (favoriser la production de fourrages riches en minéraux et oligo-éléments pour le bétail).

De plus, le diagnostic est techniciste voire orienté vers des nouvelles technologies contestables (additifs pour réduire les émissions de méthane, « utilisation de phosphates hautement digestible et de phytases »...) et le conseil (beaucoup de questions sur l'utilisation d'outils de gestion : « utilisation des outils de raisonnement des traitements phytosanitaires », « utilisation d'outils pour le pilotage de la nutrition »...). Il est déconnecté d'une démarche d'observation fine du vivant par l'agriculteur (plantes bio-indicatrices, observations des animaux et de leurs signes, méthode OBSALIM...) et de démarches d'échanges et d'expérimentation entre agriculteurs, qui sont le cœur de l'agro-écologie ; ces questions traduisent un mouvement descendant, contraire à l'esprit de l'agro-écologie.

Sur les aspects sanitaires, rappelons que prévenir est aussi important qu'affronter la maladie (même par le biais de méthodes alternatives). L'équilibre sanitaire d'un troupeau et d'une ferme dépend avant tout des conditions d'élevage (c'est-à-dire de la taille du troupeau, de la concentration animale, de la non intensification de la production, etc.). Est-ce que vacciner au lieu de traiter par antibiotique, de manière systématique, dans des exploitations industrielles est une réponse agro-écologique ? De même, dans le domaine végétal, la réduction de l'utilisation des pesticides ne passe pas seulement par le remplacement des produits chimiques par des alternatives. En effet, le risque sanitaire est aussi lié au système cultural global mis en place. Or, le diagnostic ne dépasse pas la reconnaissance de la réduction d'IFT.

Notons enfin que la tentative d'amener à une réflexion sur le système de production (synthèse globale / module performance) perd de son efficacité avec un nombre important de questions sur des pratiques qui, au final relèvent du métier d'éleveur et de cultivateur, du bon sens, des bonnes pratiques agricoles et/ou de la réglementation.